



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2017 du budget annexe des Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'exploitation du service des pompes funèbres est déléguée à la société d'économie mixte locale des Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole SAEML-SFMA.

Cette société disposant d'une autonomie financière, le budget annexe des services funéraires n'a plus lieu d'être. C'est pourquoi, il convient de procéder à la clôture de ce budget annexe au 31 décembre 2017.

Le compte administratif de ce budget ayant été adopté par délibération en date du 20 juin 2017, la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal et l'intégration des résultats du compte administratif 2017 au budget principal peuvent être réalisés.

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la métropole et de réintégrer l'actif et le passif du budget annexe dans le budget principal.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2017 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....	576 589,28 €
- résultat d'investissement hors reports :.....	688 443,16 €
- solde des reports d'investissement :.....	0,00 €
- excédent de financement de la section d'investissement :.....	688 443,16 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2017 du budget annexe des services funéraires à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 576 589,28 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal:
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....- 688 443,16 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....576 589,28 €
- procéder à la clôture du budget annexe des services funéraires et à la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Afin de transférer les résultats de ce budget annexe au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « Hélios », il doit être procédé à la contraction de ces résultats avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats du budget principal et du budget annexe des services funéraires doivent être les suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....	54 007 653,71 €
1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :.....	81 895 626,05 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :.....	18 156 414,07 €

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-49426-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.